

Anti-capitalisme. Anti...quoi ?

(5 et 6, dernière partie)

5. Tout part en fumée.

Quiconque péroré contre le marché et l'argent, croyant ainsi remettre en cause le capitalisme, ne réussit qu'à créer la confusion.

Une grande confusion règne à gauche au sujet du marché et de l'argent. Aucune société n'a jamais été entièrement dépourvue d'échanges, ni hier ni aujourd'hui. Si la continuité des échanges engendre le marché, les formes prises par les marchés sont très variées. Les marchés peuvent se réunir à des époques précises et selon une périodicité régulière, ou être convoqués irrégulièrement ; ils peuvent se dérouler au centre d'un habitat, à sa périphérie ou dans une zone inoccupée, entre un habitat et un autre ; ils peuvent donner lieu à un marchandage direct, ou prendre la forme dite de «l'échange silencieux», dans lequel l'une des parties, après avoir déposé les biens qu'elle désire échanger, se retire pour que l'autre dépose les biens qu'elle désire offrir en échange, et ainsi de suite jusqu'à la conclusion de l'affaire, de telle sorte que les deux populations évitent tout contact direct. Ce sont tous des marchés, insérés dans des sociétés différentes et aux conséquences sociales très diverses. Certes, toutes les formes de marché ne nécessitent pas d'argent, mais les limites sont ténues et les situations pratiques peuvent être ambiguës ; il est donc important d'analyser les différentes formes d'argent que nous rencontrons à travers l'histoire.

– Tout d'abord, un article peut remplir des fonctions pécuniaires¹ spécialisées, ou entrer et sortir de la circulation d'argent, en étant utilisé alternativement comme argent, article d'usage courant, bien de consommation, animal de trait, ou arme de combat. Dans le cadre d'un simple troc, il est souvent difficile d'évaluer si l'article présenté d'un côté est un bien de consommation, ou bien d'usage fréquent, et donc s'il s'agit réellement d'un troc, ou s'il remplit des fonctions d'argent, par exemple si le bœuf présenté dans la transaction servira d'animal de trait, ou s'il sert uniquement d'instrument pécuniaire. L'analyse est d'autant plus délicate qu'il existe des formes intermédiaires, constituées de biens endommagés ou présentant des transformations formelles qui en rendent l'usage difficile, ce qui révèle une évolution dans le temps, au cours d'un processus durant lequel l'article acquiert progressivement des fonctions pécuniaires spécialisées.

– L'argent peut être émis de manière centralisée, et dépendre du monopole d'un souverain ou d'un chef local, ou de manière décentralisée, pour des particuliers. L'étude de ces situations est compliquée par le fait qu'un même article peut fonctionner dans les deux types d'émission.

– L'argent peut avoir une valeur intrinsèque, par exemple quand il s'agit des pièces d'un métal précieux ou des bœufs utilisés comme monnaie ; ou il peut s'agir d'une monnaie fiduciaire, dont la

¹ J'ai ici traduit littéralement les concepts employés par João Bernardo concernant l'argent, la monnaie et l'adjectif peu utilisé «pécuniaire» (= relatif à l'argent) en espérant ne pas avoir trahi sa pensée. Un autre texte de l'auteur sur l'argent développe le point de vue hypothèses ici exposé brièvement : «Argent : de la réification des relations sociales au fétichisme de l'argent», <http://mondialisme.org/spip.php?article2854>. Il n'est pas étonnant que les conceptions de João Bernardo sur l'argent puissent déplaire à des marxistes, puisqu'il a répondu à un internaute : «*Je ne suis pas d'accord avec la façon dont Marx a analysé l'argent dans le capitalisme, et c'est même l'un de mes plus profonds désaccords. Mais que l'on soit d'accord ou pas avec Marx, l'essentiel est qu'il ne savait que ce que l'historiographie de son temps lui permettait de connaître. Ainsi, tout ce que Marx a écrit sur le régime seigneurial est fondé sur une bibliographie que le progrès de la connaissance historique a rendu obsolète. De plus, l'anthropologie économique a mis en lumière des questions qui, à l'époque de Marx, étaient complètement ignorées. Prétendre étudier l'argent aujourd'hui sur la base de citations du Capital est l'un des exemples les plus tragiques, ou peut-être les plus caricaturaux, de ce que j'appelle le marxisme pré-galiléen.*» (NdT).

valeur ne découle que d'une convention acceptée par la société dans laquelle circule cet argent, par exemple des coquillages ou des billets de banque.

– L'argent peut être soumis à une circulation générale dans une société ou dans plusieurs sociétés, comme c'est le cas aujourd'hui avec les formes financières actuelles ; ou elle peut ne circuler qu'au sein d'un groupe social restreint, comme les formes scripturales qui, à d'autres époques, étaient limitées aux marchands au long cours.

En somme, les catégories générales du marché et de l'argent ne définissent pas, par elles-mêmes, les sociétés ou les systèmes économiques. Ces catégories sont souples, et chaque société possède ses propres types de marchés et d'argent, qui obéissent à des règles différentes de celles des marchés et de l'argent d'autres sociétés et systèmes. Ceux qui pérorient contre le marché et l'argent, et pensent ainsi mettre en cause le capitalisme, ne font que créer la confusion. Dans un article récemment publié, j'ai essayé de montrer que *«seule une inversion funeste de la perspective historique conduit les chercheurs à considérer n'importe quelle monétarisation de l'économie comme un progrès vers le capitalisme, alors qu'en réalité le contraire s'est souvent produit et que les avancées les plus radicales vers une conception économique de la vie ont eu lieu à des niveaux non monétaires²»*. De même que ce n'est pas l'argent qui a engendré le capitalisme, l'abolition de l'argent n'abolira pas le capitalisme.

*

Compte tenu du cadre que je viens d'esquisser, sous le capitalisme, les formes habituelles d'argent sont caractérisées par le fait qu'elles sont spécialisées, émises de manière centralisée, fiduciaires et de circulation générale. Mais les principales fonctions de l'argent sous le capitalisme vont bien au-delà de la simple acquisition de marchandises. Sous le capitalisme l'argent est avant tout un véhicule de transmission de l'information, et, en tant que tel, c'est un langage, au sens plein du terme. *«La syntaxe est fondamentale pour mettre en œuvre notre capacité d'abstraction, pour classer les choses et les expériences, pour organiser nos connaissances et, pour la systématité, ou l'absence de systématité, pour concevoir la possibilité de l'existence de choses qui ne sont pas immédiatement présentes³»*, affirme Christopher Ehret à propos des fonctions du langage chez les peuples primitifs. Une langue dotée de syntaxe permet donc de planifier, poursuit Ehret : donc *«la possession d'une langue pleinement syntaxique élargit l'échelle de la capacité de coopération sociale»*. Or, en tant que langage, l'argent est un instrument des réseaux de coopération, mais aussi un lien entre le présent et le futur, une forme de planification, et c'est la fonction du crédit.

De simple mesure des valeurs l'argent s'est ainsi transformé en un langage générique. A la suite de Roman Jakobson, pour qui le même processus de double articulation a présidé à la fois à la production des outils et à l'apparition du langage, Jean-Pierre Faye considère que l'histoire est inséparable des formes de sa narration⁴. Selon cette thèse, le langage n'est pas confiné au plan des idées, mais constitue l'articulation même des rapports sociaux, des rapports réels mais aussi imaginaires. Dans ce modèle proposé par Faye dans *Théorie du récit*, et qu'il a appliqué avec succès dans un livre qui est, selon moi, l'un des quatre chefs-d'œuvre de l'historiographie⁵, la production et l'échange économiques opèrent à travers la production et l'échange du langage, et simultanément la production et l'échange du langage

² «Economia de Troca de Presentes. Para uma Teoria do Modo de Produção Pré-Capitalista (parte 1)», *Marx e o Marxismo*, revue du NIEP-Marx, volume 7, n° 12, 2019.

³ L'article de Christopher Ehret, «Early humans : tools, language and culture», a été publié dans David Christian (dir.), *Introducing World History, to 10,000 BCE*, Cambridge University Press, 2015, pp. 345 et 346, volume I de Merry E. Wiesner-Hanks (dir.), *The Cambridge World History*.

⁴ La référence à Roman Jakobson se trouve à la page 30 du livre de Jean-Pierre Faye, *Théorie du récit. Introduction aux langages totalitaires*, Hermann, 1972.

⁵ *Langages totalitaires. Critique de la raison - l'économie narrative*, Hermann, 1980. Les trois autres sont *Histoire de la guerre du Péloponnèse* de Thucydide (Robert Laffont, 1990), *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* de Marc Bloch (Armand Colin, 1999) et *L'histoire de la révolution française* de Carlyle (qu'il vaut mieux lire en anglais, *The French Revolution*, OUP Oxford 2019, parce que le style de l'auteur est intraduisible).

s'insèrent dans la trame économique, de sorte que les rapports sociaux de production et d'échange sont, en fin de compte, définis comme des relations linguistiques, établies sous la forme active de la narration.

Nous pouvons constater que, dans ce modèle, l'argent est une modalité du langage. Nous ne sommes pas loin de ce que disait Norbert Wiener, le fondateur de la cybernétique, lorsqu'il écrivait : «*il est impossible de comprendre la société si l'on n'étudie pas les messages et moyens de communication qui lui correspondent*». Seule cette perspective permet de comprendre la fonction de l'argent, et je résiste difficilement à la tentation d'opérer une longue digression, en commençant par une quasi-définition de Wiener : «*il est possible d'interpréter l'information véhiculée par un message comme étant essentiellement le négatif de son entropie et le logarithme négatif de sa probabilité*». Peu après, comme si ces mots ne suffisaient pas, il précise : «*plus le message est probable, moins il fournit d'informations. Les lieux communs, par exemple, sont moins éclairants que les grands poèmes*⁶». Finalement, je vais laisser le lecteur se livrer lui-même à cette digression, et je lui suggère de penser le crédit en ces termes, comme un lien entre un présent connu et un futur seulement probable, voire peu probable.

Dans le capitalisme développé, le crédit va bien au-delà de la fonction à laquelle il était initialement limité, à savoir la mobilisation de l'épargne et la canalisation des investissements. Le crédit anticipe désormais les profits futurs et, sans lui, ces profits seraient impossibles. Ce type de crédit, non pas comme équilibre des comptes actuels, mais comme anticipation du futur, représente l'un des dispositifs les plus spectaculaires du capitalisme. Dans ce contexte, les crises – d'une entreprise ou d'une économie entière – correspondent à des effondrements dans un processus temporel.

*

Si nous voulons imaginer une société diversifiée, dans laquelle les initiatives individuelles et collectives ne seront pas étouffées par un centralisme excessif, comme dans les modèles léniniste et stalinien, nous devons concevoir des groupes de producteurs reliés entre eux par le marché et l'argent.

Le massacre qui a enterré la Commune de Paris a également contribué à dénaturer son histoire, parce que, contrairement à la version marxiste, au sein de l'Association internationale des travailleurs, les disciples de Proudhon avaient déjà été marginalisés à la fin des années 1860, lorsque l'orientation se réclamant du «communisme anti-autoritaire⁷» l'emporta – et Louis-Eugène Varlin en fut son représentant le plus remarquable. Les marxistes tentèrent ensuite de confondre ce courant avec l'anarchisme, tandis que les anarchistes, avec la même illégitimité, essayèrent de s'emparer de sa mémoire. Or, le décret du 16 avril 1871, promulgué par la Commune, stipulait que les ateliers abandonnés par le patronat devaient être confisqués par les syndicats et attribués à leurs ouvriers ; au début du mois de mai, la Commission du travail, de l'industrie et des échanges prévoyait également l'expropriation complète des manufactures appartenant aux grands capitalistes et la généralisation de la gestion ouvrière, qui devait dans tous les cas prendre la forme de coopératives. Telle était la solution proposée par Varlin, qui était responsable des contacts réguliers établis entre les sociétés ouvrières⁸ et la Commission du travail, de l'industrie et des échanges.

Dans ces modèles coopératifs et autogestionnaires, et pour qu'un système décentralisé puisse fonctionner, le marché et l'argent seraient indispensables. Sans eux, nous aurions cette dictature des gestionnaires que Varlin avait dénoncée dans le programme de Marx. «*A moins de vouloir tout ramener à un État centralisateur et autoritaire, qui nommerait les directeurs d'usine, de manufactures, de comptoirs de répartition, lesquels directement nommeraient à leur tour les sous-directeurs,*

⁶ Les citations de Norbert Wiener proviennent de *The Human Use of Human Beings. Cybernetics and Society*, Da Capo (reproduction de l'édition de 1954), pp. 16 et 21. [*Cybernétique et société. L'usage humain des êtres*, Points Seuil, 2014, NdT.]

⁷ Selon Jacques Rougerie (*Eugène Varlin. Aux origines du mouvement ouvrier*, éditions du Détour, 2019, p. 112), en 1869, Varlin se qualifiait «*seulement de communiste non autoritaire*» (NdT).

⁸ Héritières des sociétés de résistance et autres associations de secours et de solidarité entre travailleurs, ces sociétés ou associations ouvrières sont brièvement évoquées dans un article de Jacques Rougerie disponible en ligne («*L'AIT et le mouvement ouvrier à Paris pendant les événements de 1870-1871*»), mais plus en détail dans *Eugène Varlin. Aux origines du mouvement ouvrier, op. cit.*, (NdT).

contremaîtres, et d'arriver ainsi à une organisation hiérarchique de haut en bas du travail, dans laquelle le travailleur ne serait plus qu'un engrenage inconscient, sans liberté ni initiative, à moins de cela, nous sommes forcés d'admettre que les travailleurs eux-mêmes doivent avoir la libre disposition, la possession de leurs instruments de travail, sous la condition d'apporter à l'échange leurs produits au prix de revient, afin qu'il y ait réciprocité de service entre les travailleurs des différentes spécialités⁹», écrivait Varlin un an avant la Commune. Le marché et l'argent, instaurés dans de nouvelles conditions économiques, seraient une condition de la décentralisation sociale et politique revendiquée par le communisme anti-autoritaire.

*

Mais aujourd'hui, la gauche, tant ceux qui se proposent d'accéder au pouvoir que ceux qui se résignent à rester en dehors du pouvoir, propagent deux mythes.

Le premier est que l'acheminement de fonds vers les banques, pour les sauver de la faillite, retirerait de l'argent à l'économie réelle et productive pour le mettre dans les poches des propriétaires d'une économie fictive et spéculative. Or, le couple de concepts capitalisme productif/capitalisme spéculatif¹⁰ est né dans le champ de l'extrême droite et du fascisme, ce qui place immédiatement la prétendue gauche actuelle dans le camp qu'elle occupe. Comme j'ai déjà eu l'occasion d'analyser cette question en détail dans mon livre *Labirintos do fascismo*, j'y renvoie le lecteur intéressé. Il me suffit de rappeler l'avertissement de Franz Neumann, qui savait de quoi il parlait : «*Chaque fois que les protestations contre l'hégémonie du capital bancaire imprègnent les mouvements populaires, nous avons l'indice le plus clair de l'approche du fascisme*¹¹». De la concentration des critiques sur le capital bancaire, on passe facilement à l'antisémitisme, mais cet effet secondaire est d'une ambiguïté fondamentale, parce qu'il consiste à attribuer aux banquiers les caractéristiques que les antisémites attribuaient et attribuent aux Juifs.

Je ne peux expliquer ici le rôle central joué par le système bancaire dans le capitalisme. On utilise souvent l'analogie de la circulation sanguine au sein des organes, mais la réalité est bien plus complexe. Je préfère donner un exemple.

Après la fin de la Première Guerre mondiale, le traité de Versailles imposa d'énormes réparations de guerre à l'Allemagne vaincue. Un mouvement triangulaire d'argent se produisit alors à l'échelle mondiale : pendant que l'Allemagne payait des réparations à la France et à la Grande-Bretagne, ces deux pays payaient aux États-Unis les dettes qu'ils avaient contractées pendant la guerre, et les États-Unis ouvrirent des crédits à l'Allemagne, afin qu'elle puisse payer les réparations de guerre et ainsi recommencer le triangle. C'est dans ce cadre que, en octobre 1929, la Bourse de New York s'effondra, interrompant brutalement ce mouvement financier mondial et précipitant une crise économique généralisée, qui facilita la progression des fascismes et, finalement, conduisit à la Seconde Guerre mondiale.

Mais tout cela semble de l'histoire ancienne, du moins pour ceux qui protestent aujourd'hui contre la canalisation des fonds vers le secteur bancaire. Or, aujourd'hui, non seulement la mondialisation des circuits financiers est plus importante qu'en 1929, mais les banques occupent également une position plus importante. Quiconque s'imagine que le sauvetage des banques en crise est une dépense inutile se prépare à une catastrophe bien plus grande que celle des années 1930.

⁹ Le texte de Louis-Eugène Varlin, «Les sociétés ouvrières», publié dans *La Marseillaise*, n° 81, 11 mars 1870, est reproduit dans J. Rougerie, «Les sections françaises de l'Association internationale des travailleurs», in *La Première Internationale. L'institution, l'implantation, le rayonnement*, colloque international, 1964, CNRS, 1968, p. 126.

¹⁰ J'ai analysé la genèse historique de la prétendue contradiction entre capitalisme productif et capitalisme spéculatif dans *Labirintos do Fascismo. Na Encruzilhada da Ordem e da Revolta*, 3^e version, disponible en ligne, 2018, p. 410-415.

¹¹ *Behemoth. Pensamiento y Acción en el Nacional-Socialismo*, Fondo de Cultura Económica, 1943, p. 360. [*Béhémoth, structure et pratique du national-socialisme*, Payot, 1979.]

A ce premier mythe est étroitement lié un second mythe, qui propage la notion d'émission illimitée d'argent, sans se soucier des marges nécessaires à une politique monétaire équilibrée et sans accepter que le volume du déficit puisse poser des problèmes. Au mythe du caractère spéculatif et dispensable du secteur bancaire s'ajoute logiquement celui de l'argent facile.

Cependant, étant donné que dans la société contemporaine, outre l'émission d'argent dans le cadre de l'État, la création de ses équivalents et substituts peut surgir en différents points des réseaux économiques et jusque dans les transactions elles-mêmes, proposer une émission illimitée de la monnaie officielle, sans tenir compte des autres formes et sphères d'émission d'argent, présente la question d'une façon déformée, et elle aurait des conséquences catastrophiques si elle était appliquée. La gauche a transformé en panacée le stimulus keynésien, qui avait été initialement conçu comme une solution temporaire à un problème spécifique. Il suffit d'émettre de l'argent, pense la gauche, et tout sera résolu !

Une fois de plus, je repère de curieuses convergences, puisque, un soir de 1941, Hitler expliqua à ses convives : *«L'inflation n'est pas provoquée par l'augmentation de la circulation fiduciaire. Elle naît le jour où l'on exige de l'acheteur, pour la même prestation, une somme supérieure à celle demandée la veille. Là il faut intervenir.»* Et Hitler évoqua alors la figure de Hjalmar Schacht, l'habile économiste et expert financier qui, dès 1923, avait corrigé l'hyperinflation et qui, de 1934 à 1937, fut en charge du ministère de l'Économie du Reich. Ajoutons que, après la guerre, il jouera également un rôle dans la relance de l'économie allemande. *«Même à Schacht, se vanta alors le Führer, j'ai dû commencer par expliquer cette vérité élémentaire : que la cause essentielle de la stabilité de notre monnaie, il fallait la trouver dans nos camps de concentration. La monnaie reste stable quand les spéculateurs se font épingle. J'ai dû également faire comprendre à Schacht que les gains excédentaires doivent être retirés du circuit économique¹²»* La conception strictement répressive d'Hitler pour aborder les questions économiques et financières me rappelle celle que prône une certaine gauche aujourd'hui. Le remplacement de l'économie par la politique est l'un des terrains de rapprochement les plus inquiétants entre cette gauche et le national-socialisme comme post-capitalisme.

La gauche a oublié, ou veut nous faire oublier, que le thatchérisme est né en réaction à l'échec du modèle keynésien adopté par les gouvernements travaillistes en Grande-Bretagne. Nous avons atteint une situation qualifiée de *stagflation*, c'est-à-dire une combinaison d'inflation et de stagnation ; l'augmentation des émissions monétaires ne servait plus à stimuler l'économie et n'entraînait qu'une hausse de l'inflation. Gardons à l'esprit le souvenir de la stagflation pour évaluer les propositions d'argent facile. Il n'est plus question ici du système de la *vache laitière*, mais du mythe du *pays de cocagne*, ce royaume d'abondance où l'on peut tout obtenir sans difficulté et où les jambons poussent sur les arbres, éventuellement pour que les végétariens puissent les manger.

En fait, la convergence entre ces idées et celles exprimées par Hitler en 1941 est encore plus inquiétante, car l'émission monétaire illimitée, ou qui s'autorise des limites très larges, est un remède proposé aujourd'hui par la droite radicale et l'extrême droite, devenant ainsi la base économique des politiques populistes. Une fois encore, cette convergence constitue le champ qui peut engendrer un fascisme postfasciste¹³.

¹² La citation d'Hitler du 15 octobre 1941 se trouve dans *Hitler's Table Talk, 1941-1944. His private conversations*, Enigma, 2000, p. 65. [*Libres propos sur la guerre et la paix*, Flammarion, 2 volumes, 1952, pp. 65 du premier tome disponible en ligne, NdT.]

¹³ A la remarque d'un internaute français, qui lui avait écrit :

« En France, les discours des prétendus "anticapitalistes" sont des plus délirants. L'extrême-gauche parlementaire veut "combattre la finance", exproprier les banquiers, et relocaliser la production à l'échelle nationale ! Tandis que les anarcho-écologistes pensent que l'avenir de la société se trouve dans l'Eden des jardins bio "autogérés", en abolissant l'argent bien sûr et en revenant à un primitivisme technologique»,

João Bernardo a répondu :

« Quant à ta remarque sur les anarcho-écologistes et la "lutte contre la finance" par l'extrême gauche parlementaire, j'ai lu il y a quelques jours un texte de Rivarol, dans lequel il soutenait qu'un

Les confusions qui règnent sur l'argent sont liées à une autre confusion, répandue dans de larges secteurs de la gauche – le mythe de la baisse réelle du taux de profit. Si cette hypothèse correspondait à la réalité, ce taux serait en baisse depuis plus d'un siècle et demi et serait négatif depuis longtemps.

Il est vrai que, en termes de volume, l'augmentation du capital variable (dépensé en salaires) est inférieure à l'augmentation du capital constant (dépensé en machines, usines et matières premières) ; autrement dit, en termes de volume, la fraction du capital qui soutient la création de plus-value augmente moins que la fraction restante. Mais pour que la baisse du taux de profit ait lieu, il faudrait que les termes de volume se reproduisent en termes de valeur. Or, cela ne se produirait que s'il n'existait pas une tension permanente pour l'augmentation de la productivité – c'est-à-dire si le capitalisme n'était pas le capitalisme. La plus-value relative est précisément le mécanisme qui conduit l'augmentation de la productivité à contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit.

Il existe une différence cruciale entre une loi tendancielle et un processus réel. Une loi tendancielle détermine un chemin à suivre et en trace les limites et la direction. Dans ce cas, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit pousse le capitalisme, par l'augmentation de la productivité, à diminuer la valeur des éléments du capital constant et à diminuer la valeur des biens et services incorporés dans la force de travail. La plus-value relative est la conséquence de cette loi tendancielle et contrebalance la baisse du taux de profit.

Incidemment, les défenseurs de l'idée selon laquelle le taux de profit diminue réellement et inévitablement feraient bien de lire la presse économique capitaliste. Pourquoi les économistes et les gestionnaires du capital ne s'inquiètent-ils pas de ce prétendu déclin qui, s'il était réel, devrait constituer leur préoccupation obsessionnelle ? Ces lignes étaient déjà écrites lorsque j'ai lu dans un fameux organe du capitalisme qu'«*il faudrait que les bénéficiaires connaissent une longue baisse pour que la hausse des salaires force les entreprises à augmenter leurs prix*¹⁴». Je pourrais citer un millier d'autres exemples, mais à quoi bon ?

Pour ne pas abandonner la thèse qui confond la loi de la baisse tendancielle du taux de profit avec une baisse réelle de ce taux, ses défenseurs soutiennent que, précisément parce que les profits réels des capitalistes baissent, ils doivent créer des profits fictifs. Et ainsi, une thèse économiquement erronée est aggravée par une thèse économiquement absurde, car quel est le gain réel procuré par ces profits fictifs ? Mystère ! Remplaçant l'économie par des tours de passe-passe, certains inventent des thèses sur la prétendue financiarisation du capital, ce qui les conduit une nouvelle fois à brandir la notion de capital spéculatif. Ces exercices de virtuosité ignorent les fonctions de l'argent dans le capitalisme moderne et contribuent à la confusion sur la circulation monétaire, considérée comme un instrument purement artificiel. L'argent est certes artificiel, puisque tout langage est artificiel, mais il n'est ni inutile ni nuisible. Ces confusions ne sont pas innocentes, et une fois de plus je perçois des convergences dangereuses. Dans son célèbre ouvrage de 1930, le théoricien officiel du national-socialisme, Alfred Rosenberg, stigmatisait «*le marché des actions et la finance [qui] jouent avec des fictions. Elles reposent sur la magie et la prestidigitation avec des chiffres, et sur une distorsion systématique effectuée par*

gouvernement doit protéger ses sujets “*en proportion inverse de la mobilité de leur richesse*”, en donnant la première place au paysan, “*vrai fils de la terre, dont la richesse est aussi immobile qu'elle*”. En deuxième position vient le marchand, qui, bien que se déplaçant, doit respecter l'immobilité des routes, des rivières et des mers. Le financier, relégué au bas de l'échelle, “*comme un magicien, peut d'un coup de plume transporter la fortune au bout du monde et, n'accumulant jamais que des symboles, se soustrait à la nature et à la société*”. (...) Ce ne sont pas les prophètes qui choisissent les disciples, mais les disciples choisissent toujours les prophètes, et le fait que la prétendue extrême gauche défende aujourd'hui ce que Rivarol défendait il y a plus de deux siècles en dit long sur cette extrême gauche et sur ce que je qualifie de fascisme post-fasciste.»

¹⁴ Cf. «An awfully long expansion. For how long can today's global economic expansion last», *The Economist*, 13 juillet 2019.

*certaines cercles dans la transition de la production à la commercialisation*¹⁵». Les échos du fascisme devraient nous alerter sur les implications des mythes concernant l'argent, mythes si répandus aujourd'hui à gauche.

Mais alors, que serait une société sans argent ?

João Bernardo, août 2019, *Passa Palavra*

¹⁵ Alfred Rosenberg, *The Myth of the Twentieth Century (Mythus des XX. Jahrhunderts). An Evaluation of the Spiritual-Intellectual Confrontations of Our Age*, p. 118. [*Le mythe du XX^e siècle*, Avalon, 1986 disponible en ligne, *NdT.*]

6. L'utopie d'une société transparente

Prétendre que l'argent obscurcit la société revient à prétendre que le langage obscurcit la réalité.

Les thèses aujourd'hui hégémoniques à gauche refusent l'analyse économique poursuivie dans le champ des rapports sociaux de production, rapports caractérisés par le poids de la technologie. Au contraire, ils font miroiter le mirage d'une société sans marché ni argent, fondée exclusivement sur des relations directes. Mais qu'est-ce que cela signifie dans la réalité ?

Sur le marché des biens de consommation, la solution alternative à l'argent est le rationnement, c'est-à-dire la distribution administrative des biens. Mais que se passe-t-il quand on veut moins d'une chose et plus d'une autre, ou lorsqu'on veut des choses différentes ? Il existe deux solutions à ce dilemme, non pas alternatives, mais cumulatives, qui, ensemble, stimulent l'économie parallèle.

– Le marché noir est l'une de ces solutions, dans la mesure où plus les restrictions économiques se développent dans une société, plus augmente le nombre de personnes qui se chargent de contourner ces restrictions. Ainsi, ceux qui veulent moins d'un produit et plus d'un autre, ou qui recherchent quelque chose de différent, se tournent vers les professionnels du marché noir. Mais comment ces transactions peuvent-elles avoir lieu s'il n'y a pas d'argent ?

– L'autre solution, qui rend le marché noir possible, ou du moins l'accélère, est l'utilisation de formes d'argent *ad hoc*. Si l'émission centralisée de l'argent est supprimée, elle sera remplacée par des émissions décentralisées, dues à l'initiative des particuliers.

L'histoire du siècle dernier et de ce siècle fournit de nombreux exemples de substitution de l'argent officiel, montrant l'infaisabilité de l'utopie de l'abolition de l'argent, tant dans le paradis révolutionnaire que dans l'enfer concentrationnaire. Commençons par le paradis.

*

Pendant la guerre civile en Russie, durant la période que l'on a appelée le «communisme de guerre», le gouvernement bolchevique a poursuivi l'utopie de l'abolition de l'argent. En ce qui concerne les entreprises étatisées, les bolcheviks considéraient que la planification centrale de la production et de la distribution suffirait à supprimer l'argent dans un délai plus ou moins court. En ce qui concerne les relations entre le secteur public et le secteur privé (ici, la paysannerie), les bolcheviks croyaient que la dévalorisation progressive de l'argent, due à une inflation délibérément provoquée par l'État, entraînerait son abolition. Les résultats de cette utopie furent toutefois décevants. Dans le secteur étatisé, les bolcheviks pensaient que l'argent avait été aboli lorsque les transactions entre entreprises s'effectuaient par le biais d'ajustements comptables, ce qui montre à quel point l'instrument financier était fétichisé, puisque seule son expression matérielle, pièces et billets, était considérée comme de l'argent. De la part de marxistes, ce fétichisme n'était pas sans ironie. Mais la réalité ébranla toutes les illusions, et même parmi les entreprises étatisées, on ne se passait pas toujours des formes matérielles de l'argent.

L'inflation précipitée par le gouvernement bolchevik ayant pratiquement fait disparaître la valeur des billets de banque émis par la banque centrale, il arrivait que le directeur d'une usine, ou le responsable de n'importe quelle autorité locale, émette des bons qui, garantis par sa signature, fonctionnaient comme de l'argent. Ainsi, l'État qui abolissait l'argent à un bout mettait de l'argent en circulation à l'autre bout.

Dans les relations entre le secteur étatisé et l'économie paysanne, l'utopie se révéla encore plus catastrophique. La crise de la production dans les entreprises d'État empêchait la fabrication d'articles en quantité et en variété suffisantes pour être offerts aux paysans en échange de produits agricoles et d'élevage. Et puisque l'inflation rendait l'argent officiel sans valeur, les paysans refusaient de vendre en échange de billets de banque. Pour que la population des villes ne meure pas de faim, il ne restait aux bolcheviks qu'une solution : la réquisition forcée. Comme on pouvait le prévoir, les paysans réagirent non seulement en thésaurisant et dissimulant des stocks, mais aussi en réduisant les surfaces plantées et en abattant massivement leur bétail. Les transactions de biens alimentaires eurent lieu de plus en plus sur

le marché noir ; et comme l'argent officiel, dévalué par l'inflation, n'était plus accepté, d'autres formes d'argent se développèrent, notamment le sel, le tabac, la farine, les tissus et l'alcool. On revint à la situation, mentionnée dans l'article précédent, dans laquelle un bien de consommation pouvait être utilisé comme de l'argent et, par conséquent, pouvait entrer et sortir de la circulation pécuniaire. En même temps, la centralisation économique souhaitée par les bolcheviks n'avait aucun fondement réel, car l'émission monétaire s'était décentralisée et dépendait de l'initiative des particuliers.

*

Pendant la guerre civile espagnole, ce ne furent pas les marxistes, mais les anarchistes qui poursuivirent l'utopie de l'abolition de l'argent. Des expériences avaient déjà eu lieu, par exemple en janvier 1933 à Levante, en décembre de la même année dans certains villages du Bas-Aragon et en octobre 1934 dans les Asturies. Les comités révolutionnaires émirent des bons portant la mention «Vaut 1 kg de pain» ou d'autres mentions ; mais, comme les gens pouvaient échanger ces bons entre eux, cette restriction sur leur liquidité fut sans effet et les bons finirent par être équivalents à des billets de banque de différentes valeurs. La même chose se produisit pendant la guerre civile dans les villages où les anarchistes décrétèrent l'abolition de l'argent. Par exemple, à Alcora, une localité de Castellón de la Plana de 4 500 habitants, le comité local s'appropriait tout l'argent qui s'y trouvait (celui émis par la banque centrale) et l'utilisa dans ses relations commerciales avec d'autres localités. En interne, le comité local calculait les salaires en monnaie officielle, qui endossait donc la fonction d'étalon de valeurs, et les salaires étaient payés en bons, les uns limités à l'achat du pain et les autres à celui des autres articles de consommation. En réalité, à mesure que la population échangeait les bons, ceux-ci se convertirent en un argent local d'une liquidité totale. Dans d'autres localités, des processus similaires se produisirent, entraînant les mêmes conséquences.

Au sein du gouvernement catalan, les dirigeants anarchistes se comportèrent d'une manière aussi paradoxale. D'un côté, le ministère des Approvisionnements (anarchiste) commerçait avec les autres régions d'Espagne par le biais d'arrangements comptables ; il prétendait avoir aboli l'argent, alors qu'il en avait en réalité seulement supprimé la forme tangible. En même temps, cependant, le ministère de l'Economie (également anarchiste), lorsqu'il vendait des produits de Catalogne à d'autres régions d'Espagne, en exigeait le paiement en devises étrangères. Ainsi, alors que, d'un côté, les anarchistes croyaient avoir aboli l'argent, ils le restauraient de l'autre.

*

Dans l'enfer concentrationnaire, les autorités décrétèrent également la suppression de l'argent, avec moins d'hypocrisie que dans le paradis révolutionnaire, mais les conséquences furent les mêmes. Lorsqu'on lit les descriptions de la vie à l'intérieur des camps de concentration, notamment les mémoires des prisonniers, on trouve parfois une référence à l'utilisation de boutons comme argent, sous une forme strictement fiduciaire. Mais il est plus fréquent de rencontrer l'emploi du tabac. Utilisé à l'époque par pratiquement tous les hommes et de nombreuses femmes, il entra dans la catégorie des biens pouvant être à la fois consommés et utilisés pour des fonctions monétaires. En outre, les cigarettes pouvaient être divisées en plusieurs morceaux, ce qui les convertissait en argent sous différentes dénominations.

*

Sans même évoquer les cas extrêmes du paradis et de l'enfer et en s'en tenant au purgatoire dans lequel nous vivons, l'abolition de l'argent d'une part et l'utilisation d'instruments monétaires alternatifs d'autre part sont fréquentes dans plusieurs pays :

– Lorsqu'une inflation très importante entraîne une forte dépréciation de l'argent émis de façon centralisée, il arrive que des bons destinés à des fins spécifiques, tels que des bons d'alimentation, des bons de transport et d'autres formes de bons, soient largement acceptés et deviennent ainsi une forme d'argent ayant un haut niveau de liquidité. Dans ce cas, une émission centralisée est remplacée par une émission décentralisée. Toutefois, contrairement à ce qui se passe avec d'autres émissions

décentralisées, le nouveau support monétaire n'est pas un bien de consommation mais un instrument exclusivement fiduciaire.

– Dans les cas où l'hyperinflation conduit à la dévalorisation catastrophique de l'argent émis centralement dans un pays donné, l'adoption d'une monnaie étrangère, généralement le dollar, peut intervenir. Mais comme l'importation de devises étrangères pour un usage interne est illégale, elle se produit par le biais de réseaux de contrebande et d'économie parallèle, et donne lieu à une forme décentralisée d'émission monétaire à l'intérieur du pays.

Dans quelques articles publiés par *Passa Palavra*, j'ai déjà incité les lecteurs à étudier l'expérience du Cambodge sous les Khmers rouges¹⁶, où le mirage d'un paradis révolutionnaire et la réalité d'un enfer concentrationnaire fusionnèrent en une seule réalité, et où l'utopie de l'abolition de l'argent atteignit ses plus grandes proportions. Il est toujours bon de vérifier dans la pratique les conséquences des idées. Mais si je n'ai guère eu de succès avec ces textes, alors pourquoi devrais-je en avoir cette fois-ci ?

*

Face à l'utopie de l'abolition de l'argent, on a toujours vu se créer une monnaie particulière, parce que l'argent est la condition irremplaçable qui procure de la plasticité à une société complexe. Mais l'idée que l'argent constituerait nécessairement une forme de réification, et donc d'aliénation, qui empêcherait l'appréhension directe des rapports sociaux et même des êtres humains, est très répandue à gauche. La confusion entre l'aliénation et le mythe d'une société transparente a une genèse longue et assez complexe.

Sans compter les poèmes d'inspiration seigneuriale et féodale qui, en Europe, au début de la Renaissance, exprimaient la peur des abstractions quantitatives, nous retrouvons ce thème plus tard, à l'aube de la civilisation moderne. Poursuivant la dialectique des contre-révolutionnaires anti-bourgeois dans la culture allemande au cours de la transition du XVIII^e au XIX^e siècle, Adam Müller entendait reconstituer dans l'acte de pensée un dynamisme pur, qui dissoudrait toute systématisme des concepts. Selon lui, les concepts systématiques correspondaient aux abstractions quantitatives des jacobins, et ses déclarations philosophiques exprimaient donc aussi son opposition politique face à la Révolution française et aux armées napoléoniennes. Adam Müller postulait une antithèse entre le concept, rigide, statique et générique, et l'idée, élément fluide et susceptible de se développer comme la réalité et qui permettrait donc une pensée dynamique. Et il éprouvait pour les chiffres une égale aversion. Mais Adam Müller plaçait ainsi le langage devant des limites insurmontables.

Ces notions furent développées par Oswald Spengler dans son œuvre majeure ; elles constituent pour cet idéologue l'un des éléments fondamentaux pour définir l'opposition entre la culture, organique et inconsciente, et la civilisation, méprisable, inorganique et consciente, qui, par conséquent, représentait la décadence. Les notions d'Adam Müller, retravaillées par Spengler, contribuèrent également à ce qu'Henri de Man creuse le sillon qui le conduisit de la social-démocratie au national-socialisme. Après tout, Adam Müller était un philosophe très estimé sous le Troisième Reich, ce qui place en bien mauvaise compagnie les partisans d'une théorie de l'aliénation qui promeuvent l'utopie d'une société transparente et considèrent que l'argent la rendrait opaque.

Prétendre que l'argent obscurcit la société est la même chose que prétendre que le langage obscurcit la réalité.

*

Une société complexe dépourvue d'argent, une société transparente, devrait nécessairement être une société d'abondance immédiate et facile. Or, le défaut de ce type d'utopie consiste à admettre le caractère inné des désirs, alors qu'en vérité ceux-ci sont toujours construits. De plus, un temps plus ou

¹⁶ Cf. notamment «Sur l'hostilité à la civilisation urbaine» <https://www.mondialisme.org/spip.php?article2588>, article inclus dans *Contre l'écologie*, NPNF, 2018 (NdT).

moins long s'écoule toujours entre la construction d'un désir et la production des éléments nécessaires à sa satisfaction. L'argent est le véhicule indispensable pour que l'économie s'organise pendant cette période, et il en va de même dans le sens inverse.

Il est certes possible de penser que la réduction des désirs à un strict minimum les ajusterait à la capacité de produire et, par conséquent, permettrait que l'on se passe de l'argent. Mais alors, on remplace la satisfaction de l'abondance par la soumission à la pénurie. Et comme il ne s'agit pas d'une réalité statique, mais dynamique, tout comme la construction de nouveaux désirs ne connaît pas de fin et se déploie en d'autres nouveaux désirs, la pénurie ne trouve pas non plus de limites autres que celles du génocide par la famine. Le rêve du *pays de cocagne*, du royaume de l'abondance où tout est facile, se révèle, au réveil, être un vaste cimetière macabre. L'utopie d'une société transparente est, en définitive, le résultat le plus désastreux de l'utopie écologique de la décroissance économique.

Une société sans argent est comme une société sans langage, un mythe irréalisable, à moins que l'humanité ne s'animalise. Grâce à cette gauche, de l'alternative *socialisme* ou *barbarie* nous sommes passés à un objectif simple : *socialisme* et *barbarie*.

João Bernardo, août 2019, *Passa Palavra*

«Anticapitalisme. Anti...quoi ?» a été publié en trois parties

1. Le dictionnaire sans mots
2. L'argent n'est pas le pouvoir
<http://nfnf.eu/spip.php?article841>

3. Le système de la vache laitière
4. Deux lieux communs actuels

Deuxième partie (3 et 4) :
<http://nfnf.eu/spip.php?article842>

Troisième et dernière partie (5 et 6)

5. Tout part en fumée
6. L'utopie d'une société transparente